



Benjamin Sibille a créé une dynamique il y a un an. Le Sarregueminois, âgé de 30 ans, est aujourd'hui directeur du collectif qui a lancé le service civique européen.
PHOTO RL/
THIERRY SANCHIS

BENJAMIN SIBILLE, LE PÈRE DU SERVICE CIVIQUE EUROPÉEN

FONCTIONNAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE, LE SARREGUEMINOIS S'EST LANCÉ, EN 2020, DANS UN PROJET DE CRÉATION DU SERVICE CIVIQUE À L'ÉCHELLE EUROPÉENNE. LA GRAINE A PRIS EN FRANCE, EN ITALIE, DU CÔTÉ DE MALTE.

Lors de la prise de la présidence du Parlement européen, en décembre dernier, Emmanuel Macron a évoqué la jeunesse, mais aussi un service civique qui dépasserait les frontières, et verrait les Français passer six mois à l'étranger. Ça vous rappelle quelque chose, non ?

Et comment, oui ! Il se dit même qu'il aurait été très inspiré par des jeunes Européens... Plus sérieusement, et pour ne rien vous cacher, nous avons fourni quelques mémos sur notre dispositif à des conseillers français. Il y a une quinzaine de jours d'ailleurs, la France a fait voter au conseil de l'Union européenne un principe d'accord pour que ce service civique se généralise dans chaque pays de l'Union. Les 27 y sont tous favorables.

Vous êtes donc désormais en attente du coup de fil qui vous invitera à l'Élysée ?

(rire) Dans tous les cas, nous avons, au sein du collectif, une vraie expertise depuis sa création en 2021. Nous nous sommes appuyés, ici en France, sur des structures existantes, comme Unis-Cités à Metz par exemple, qui gère le service civique. Imaginez, à l'échelle de l'Europe, que sur la tranche d'âge visée, les 18 à 25 ans, cela concerne 4,6 millions de jeunes, c'est un vrai défi majeur d'embarquer tout ce monde dans cette aventure !

Quel est le principe ?

Sur une durée de six mois, des jeunes de l'Union européenne vivent dans un État membre, y réalisent des activités d'intérêt général. Ce sont des groupes de 24 volontaires, 12 sont Français, les autres Allemands, Italiens, Belges, nous comptons désormais des Maltais. Nous espérons que les Grecs nous rejoignent bientôt ainsi que les Estoniens. Tout est payé par le collectif et les aides qu'il reçoit de plusieurs instances, dont le corps européen de solidarité. Quant aux jeunes, ils

touchent également une indemnité de 580 € chaque mois durant leur séjour dans des résidences ou en famille d'accueil. À l'étranger, nous réussissons à fournir le logement, l'alimentation et un transport gratuit.

Vous êtes devenu le directeur du collectif et comptez même sept salariés au sein de la structure. Un gage de bonne santé ; mais de quels moyens disposez-vous pour rémunérer vos collaborateurs ?

Nous sommes sur tous les fronts pour que notre dispositif soit dupliqué partout dans l'Union. Nous avons également reçu le prix Charlemagne, principal prix du Parlement européen, en 2021. Nous parvenons à travailler grâce à des financements de la Région Grand Est, des États français et allemand, de la Ligue de Paris, de l'Union européenne... C'est très fastidieux mais je passe mon temps à faire des dossiers, à répondre aux appels à projet.

Pour un fonctionnaire de la Banque de France en disponibilité, c'est un vrai chemin de traverse que vous avez pris-là. Quelle a été votre motivation ?

En effet. Je me suis mis en disponibilité pour conduire un programme pilote monté un an avant et je ne le regrette pas. J'ai toujours voulu servir l'intérêt public et me lancer dans un projet directement lié à mon quotidien de Mosellan habitué aux liens transfrontaliers. Il y a eu cette crise grecque, aussi, qui m'a interpellé. Je me suis demandé si nous aurions mis autant de temps à réagir si les caisses vides avaient été celles de l'Auvergne, par exemple. Quand j'étais à Sciences Po, je lisais aussi le parcours de ces jeunes qui partaient combattre en Syrie. C'était pour moi le constat d'un réel échec quant à notre incapacité à mobiliser la jeunesse sur des projets porteurs, des projets de vie !

SAADA-G. SEBAOUI

BIO

11 décembre 1991 - naît puis grandit à Sarreguemines jusqu'au baccalauréat.
2009 - étudie en Maths Sup^a à Metz, puis entre à Sciences Po Strasbourg.
2017-18 - entre comme haut fonctionnaire à la Banque de France à Paris, lieutenant de réserve à Bitche, commence à enseigner l'économie et l'histoire à Sciences Po Strasbourg et à la Prép'ENA de l'ENA.
2020 - le service civique européen est choisi par le Parlement européen pour représenter la France au prix Charlemagne pour la Jeunesse, puis le remporte pour toute l'Union européenne en octobre 2021.
9 Décembre 2021 - le président Emmanuel Macron annonce dans les priorités de la présidence française de l'Union européenne vouloir un « service civique européen de six mois pour tous les jeunes d'Europe ».

LE JOUR OÙ TOUT A CHANGÉ

« Entendre "La Marseillaise", puis "L'Hymne à la Joie", après avoir remporté le prix Charlemagne à Aix-la-Chapelle. J'ai soudain pris conscience, après des années d'effort, du début de la concrétisation d'un rêve : permettre aux jeunes de vivre l'Europe et à l'Europe d'être vécue par tous, une Europe de l'engagement citoyen. Une immense responsabilité désormais de faire porter ce projet jusqu'au bout. »